



## Hausse des contaminations : les maires divisés sur la fermeture des écoles

Vacances scolaires avancées ou prolongées, fermeture des établissements accueillant des enfants, vaccination des enseignants... Entre l'envolée des cas de Covid et la volonté de maintenir des enseignements de qualité et égalitaires, les élus locaux s'arrachent les cheveux. Fermer ou pas les écoles ? Alors que le gouvernement en reste à un énième «protocole renforcé», les maires, responsables des bâtiments scolaires (maternelles et élémentaires) et du personnel périscolaire, sont eux aussi confrontés à question. Impensable il y a encore quelques semaines, tant le souvenir du premier confinement et de son école à la maison faisait figure de repoussoir, la solution de la fermeture se repose quand la troisième vague épidémique fait beaucoup de dégâts dans les départements les plus touchés. Tous ne comprennent pas l'entêtement du gouvernement à ne vouloir l'envisager «qu'en dernière nécessité», comme l'a encore répété jeudi le ministre de la Santé, Olivier Véran.

«Les scolaires et notamment les collégiens et les lycéens sont des facteurs de propagation, il y a un vrai sujet sur les écoles», s'égosille depuis février François Grosdidier, le maire (Les Républicains) de Metz, époque à laquelle la Moselle a dû faire face à une explosion de variants. «Moi, ce que je demandais et qui m'a été refusé c'est qu'on avance les vacances de février. Aujourd'hui je partage ce que dit Valérie Pécresse en Ile-de-France», martèle-t-il, heureux de ne plus être seul à porter ce combat. Dans un premier temps, mercredi, la patronne de la région capitale a en effet proposé d'avancer de quinze jours les vacances de Pâques pour sa zone. Puis, de les prolonger jusqu'à début mai pour couvrir tout le mois d'avril, au prétexte que «le virus est hors de contrôle dans nos écoles, collèges et lycées», a-t-elle insisté vendredi sur Twitter. D'autres élus lui font écho. «Je pense que la question des écoles doit être posée, elle ne doit pas être taboue», assumait jeudi François Baroin, maire LR de Troyes, dans l'Aube, l'un des trois départements nouvellement placés sous «mesures de freinage renforcées».

«Est-ce qu'on ferme ou est-ce qu'on accepte d'avoir des morts ?»

Pourquoi pas, lui répond Philippe Laurent le maire (UDI) de Sceaux, dans les Hauts-de-Seine, qui prévient néanmoins : «Il ne faut pas mentir aux gens, fermer les écoles pendant les vacances n'est pas suffisant si les centres de loisirs et les crèches restent ouverts. Ce qui serait raisonnable sur le plan sanitaire, ce serait de fermer tous les établissements accueillant des enfants et revenir au confinement pendant un mois.» Rude programme, admet le secrétaire général de l'Association des maires de France. «Il faut mettre cela en balance avec la lassitude des gens. Donc, est-ce qu'on ferme les écoles ou est-ce qu'on accepte d'avoir des morts ?» s'interroge-t-il, pas mécontent de ne pas avoir à trancher.

D'autres élus refusent de se laisser enfermer dans cette alternative peu ragoûtante. «Le déploiement des tests salivaires doit être accéléré dans les écoles car ça permet de cibler l'isolement et la fermeture de certaines classes, pour éviter une mesure générale. Il faut aussi vacciner les personnels », conditionne Mathieu Klein, maire (PS) de Nancy, où le taux d'incidence était encore sous la barre des 300 cas la semaine dernière.

«C'est un choix : si on considère que certains secteurs sont prioritaires, il faut commencer dès maintenant à vacciner les profs, abonde son homologue PS de Saint-Denis, Mathieu Hanotin. Si on en vaccine 100 000 par jour, au bout d'une semaine ça va finir par se voir !» L'édile plaide aussi pour une

«territorialisation de la campagne vaccinale». Dans son département, la Seine-Saint-Denis, où près de la moitié de la population a moins de 30 ans, vacciner en



commençant exclusivement par les plus âgés ne peut, selon lui, pas permettre de «casser l'épidémie». Pour y parvenir, Hanotin refuse d'envisager l'option d'une fermeture des établissements scolaires. «Les conséquences sur les gamins sont terribles, en particulier dans les zones les plus précaires : ce n'est pas complètement un hasard si les rixes se multiplient ces derniers temps », balaie l' élu.

«On ne sait pas qui a raison, on verra cela après»

Revenir au confinement de l'année dernière ? Inimaginable aussi pour Brigitte Fouré, maire (UDI) d'Amiens (Somme) : «Je ne sens pas les habitants de ma ville prêts à faire ces concessions. J'ai de nombreux quartiers «politique de la ville» où les appartements sont petits et les familles nombreuses... Et il ne faut pas oublier que cela fait un an que ça dure et que les gens respectent globalement les règles.» Tout en s'avouant dépassée, comme les autres politiques, par les événements : «Cette situation est tellement inédite qu'on ne sait pas qui a raison, on verra cela après», soupire-t-elle.

Tout au nord de la France, Patrice Vergriete, maire (divers gauche) de Dunkerque s'arrache les cheveux. «J'ai l'impression de revivre exactement le même débat que j'ai connu il y a six semaines !» Pour lui, la situation est simple. Sa ville a été la porte d'entrée en France du variant anglais : il le connaît bien désormais. «Je n'ai pas fait d'études statistiques, mais un maire sur le terrain connaît sa population et j'ai bien vu des familles entières contaminées via les jeunes», serine-t-il depuis lors. Aussi, quand Olivier Véran est venu le voir, le 12 février, Vergriete lui a présenté son plan : basculer en distanciel collégiens et lycées, «qui peuvent se garder tout seuls», et lever l'obligation scolaire pour les primaires et les maternelles, afin de permettre aux familles qui le peuvent de retirer leurs enfants, sans pénaliser les autres. «Ainsi, on réduit le nombre d'élèves et on peut établir des protocoles plus stricts», conclut le maire. Sauf qu'à l'époque, Véran ne voulait pas entendre parler de fermer les écoles et l'a gentiment envoyé promener.

«Ça va être du darwinisme»

Six semaines plus tard, la marée monte. Au point que ce qui apparaît encore aujourd'hui comme une décision politique à prendre – ou pas – pourrait bien devenir une fatalité. «Pour moi, ça va être du darwinisme : si ça continue comme ça, on n'aura pas besoin d'attendre un 22 heures du président de la République pour nous dire qu'on ferme», prévient Karl Olive, maire (divers droite) de Poissy et proche d'Emmanuel Macron. Rien que dans les Yvelines, avance l' élu, près de 300 personnels de l'Education nationale sont arrêtés chaque jour, soit parce qu'ils sont malades, soit parce qu'ils sont cas contact. «Nous, les maires, avec notre Système D première langue, on a réussi à sauver les meubles pour le personnel communal, mais on sent que ça commence à craquer de toutes parts et à un moment donné, ça va exploser», alerte Olive. Même constat du côté de Reims, où Arnaud Robinet (LR), voit la situation se dégrader : «Nos agents tombent comme des mouches donc va se poser la question : est-on capable d'assurer un service public de qualité ?» Il avoue ne pas avoir la solution et se limite donc pour le moment à scruter le nombre ascendant de classes qui ferment. Sur sa commune, onze le sont déjà et sept en passe de l'être... Dans un tweet, vendredi, le président de la région Grand Est s'adonne au même exercice.

Denis Thuriot, maire LREM de Nevers (Nièvre), y voit plutôt une énième offensive politique des élus locaux, ravis de se «refaire la cerise» sur le dos de l'Etat, selon l'expression d'Emmanuel Macron. «Même si le variant anglais contamine plus les jeunes, on est sur cinq écoles fermées en tout dans la Nièvre mais c'est à peu près stable», rassure Thuriot. Renforcer encore les protocoles, comme l'a annoncé Jean-Michel Blanquer vendredi, en fermant désormais les classes au premier cas de contamination ? «Il y a toujours moyen, ça fait un an qu'on s'adapte, la priorité est de maintenir un semblant d'année scolaire», martèle le maire, qui s'agace : «On peut faire

de la politique sans les enfants.» Une flèche décochée en direction du président PS de la Nièvre, Alain Lassus, qui a jugé «insuffisantes» les nouvelles

«mesures de freinage renforcées» prises dans son département et a appelé le gouvernement à «fermer les écoles le plus rapidement possible et pour cinq semaines».

La plupart des élus s'accordent pour dire qu'un peu de finesse ne serait pas de trop dans la politique de l'Etat, jugée encore trop uniforme face à des territoires diversement affectés par la pandémie. Le maire de Dunkerque continue de s'arracher les cheveux: «Si vous saviez le décalage entre la théorie nationale et la façon dont ça pratique sur le terrain...». Résigné, Patrice Vergriete souffle: «De toute façon, on n'écoute pas le terrain, alors, comme on ne nous donne aucun rôle, bah on commente.»